



Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarantième session
24 janvier-4 février 2022

Résumé des communications des parties prenantes concernant le Venezuela (République bolivarienne du)*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel. Il réunit 174 communications de parties prenantes¹ à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales² et coopération avec les mécanismes et organes internationaux s'occupant des droits de l'homme³

2. Les auteurs de plusieurs communications recommandent au Venezuela de ratifier la Convention contre les disparitions forcées⁴, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁵, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, la Convention relative au statut des réfugiés, la Convention sur la réduction des cas d'apatridie et la Convention relative au statut des apatrides⁶. L'Observatoire international des migrations et des droits de l'homme recommande de ratifier la Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, de l'Organisation internationale du Travail⁷. Les auteurs d'au moins deux communications recommandent au Venezuela de ratifier l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú)⁸.

3. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 recommandent au Venezuela de déclarer qu'il reconnaît la compétence du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, conformément à l'article 11 sur la procédure d'enquête du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁹.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



4. AVDDHH recommande au Venezuela de combler son retard dans la soumission de rapports au Comité contre la torture, au Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité des droits de l'enfant¹⁰.

5. Les auteurs de plusieurs communications recommandent au Venezuela d'accéder aux demandes de visite de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme¹¹.

6. Les auteurs de plusieurs communications, faisant référence aux mémorandums d'accord signés par l'État et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), déplorent que les autorités aient suspendu les programmes d'assistance technique en juin 2021, après l'intervention au Conseil des droits de l'homme, en mars 2021, de la Haute-Commissaire à propos de la situation des droits de l'homme au Venezuela¹². Les auteurs de plusieurs communications recommandent la création d'un bureau du HCDH au Venezuela¹³. Ils signalent que les autorités vénézuéliennes refusent de coopérer avec la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela créée par le Conseil des droits de l'homme¹⁴.

7. Les auteurs de plusieurs communications recommandent au Venezuela de réexaminer sa décision de dénoncer la Convention américaine relative aux droits de l'homme, et de reconnaître de nouveau la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme¹⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 et Laboratorio de Paz indiquent également que la Commission interaméricaine des droits de l'homme a créé le Mécanisme spécial de suivi du Venezuela¹⁶.

B. Cadre national des droits de l'homme¹⁷

8. AVDDHH signale que le Sous-Comité d'accréditation a accordé au Bureau du Défenseur du peuple le statut « B » et qu'en 2017, un nouveau Défenseur du peuple a été nommé sans que la procédure prévue par la Constitution ait été respectée¹⁸. AVDDHH et les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent au Venezuela d'adapter le fonctionnement du Bureau du Défenseur aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris)¹⁹.

9. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 affirment que les organisations de défense des droits de l'homme n'ont guère été associées à l'établissement du Plan national en faveur des droits de l'homme (2016-2019) et que, alors que deux années se sont écoulées depuis que la dernière main a été mise à ce plan, aucune information sur son exécution ou ses résultats n'a été rendue publique²⁰. Le centre des droits de l'homme de l'Université catholique du Venezuela recommande de publier les résultats de ce plan²¹. AVDDHH recommande aux autorités d'élaborer un deuxième Plan national en faveur des droits de l'homme, en se fondant sur une évaluation complète et participative du plan précédent, et avec l'aide du HCDH²².

C. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Questions touchant plusieurs domaines

Égalité et non-discrimination²³

10. Caleidoscopio Humano indique que les propos discriminatoires et homophobes ont pour conséquence les crimes de haine et la stigmatisation²⁴. L'organisation recommande aux autorités de prévenir toutes les formes de discrimination, notamment fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre²⁵.

11. Acción Solidaridad signale que la discrimination reste un facteur déterminant qui empêche les personnes séropositives, en particulier les homosexuels et les transgenres, d'accéder aux services de santé. Elle recommande aux autorités de concevoir et de mettre en

œuvre des politiques publiques inclusives, notamment en direction des personnes LGTBIQ+²⁶.

12. Les auteurs de plusieurs communications saluent les mesures positives prises pour combattre la discrimination, notamment fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre²⁷.

*Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme*²⁸

13. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que les mesures coercitives unilatérales imposées au Venezuela par des pays tiers sont le principal obstacle à l'application des droits de l'homme et dégradent les conditions de vie de la population²⁹. Ces mesures restreignent les importations internationales et l'accès à la nourriture, aux médicaments, aux vaccins, aux équipements médicochirurgicaux, aux fournitures de base et à une éducation de qualité³⁰. Les auteurs d'autres communications ajoutent qu'elles sont un obstacle au droit à l'autodétermination et au droit de disposer librement des richesses³¹ ou qu'elles ont contribué aux migrations récentes³². Les auteurs de plusieurs communications indiquent que la pauvreté est un phénomène antérieur aux mesures coercitives unilatérales, mais que celles-ci ont contribué à aggraver la crise humanitaire³³. Caritas Venezuela signale que ces mesures réduisent la capacité de l'État de mettre en œuvre les programmes sociaux³⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 64 font référence au régime d'exception créé par ces mesures³⁵.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 77 font le point sur les rejets d'hydrocarbures et leurs effets sur l'environnement³⁶. Les auteurs de plusieurs communications signalent que les installations minières au sud de l'Orénoque³⁷ sont polluées par le mercure, bien que le Gouvernement ait admis le problème et fait différentes propositions pour y remédier³⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 recommandent au Venezuela de ratifier la Convention de Minamata sur le mercure³⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 qualifient d'« urgence sanitaire et écologique » la mauvaise gestion du bassin du lac de Valence par le Gouvernement, à l'origine d'une dégradation des ressources d'eau, de l'environnement et de la qualité de vie⁴⁰. Just Atonement Inc. (JAY) souligne que la déforestation gagne du terrain et que les effets des changements climatiques sont plus nombreux⁴¹.

15. Compromiso Compartido recommande au Venezuela d'élaborer, au niveau national, un cadre réglementaire relatif aux entreprises et aux droits de l'homme, conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme⁴².

Droits de l'homme et lutte antiterroriste

16. Le Centre des défenseurs et de la justice indique que la loi contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme, qui présente certaines ambiguïtés en ce qui concerne les délits d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et les infractions liées au financement du terrorisme et à la criminalité organisée, est utilisée pour réprimer les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme⁴³.

2. Droits civils et politiques

*Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne*⁴⁴

17. Les auteurs de plusieurs communications font état de violences⁴⁵ et d'une augmentation des exécutions extrajudiciaires, sous couvert de résistance à l'autorité, qu'ils imputent aux Forces d'actions spéciales, aux services d'enquêtes pénales et judiciaires, à la Garde nationale bolivarienne et à d'autres entités similaires⁴⁶. Les auteurs de plusieurs communications signalent des violences à l'égard d'enfants et des morts violentes d'enfants et d'adolescents⁴⁷. Les auteurs de plusieurs communications recommandent de concevoir et d'appliquer des mesures de sécurité des citoyens afin de réduire la violence et le recours disproportionné à la force⁴⁸. Le Défenseur du peuple attend de l'État vénézuélien qu'il protège davantage les victimes de la violence⁴⁹. Les auteurs de plusieurs communications préconisent de supprimer les Forces d'action spéciales⁵⁰.

18. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent également la répression et la violence exercées par les groupes dits « collectifs armés » qui soutiennent le Gouvernement⁵¹. FUNDAREDES signale que des groupes armés illégaux étrangers sont actifs dans 21 États vénézuéliens⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 28 dénoncent le « Plan Zamora » qui transfère aux militaires le maintien de l'ordre public⁵³.

19. Les auteurs d'autres communications indiquent que la police agit dans le respect de la vie et de l'intégrité des personnes⁵⁴. Le comité *Victimas de la Guarimba por la Verdad y la Justicia* affirme que la violence observée résulte de la violence des manifestants⁵⁵.

20. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que des disparitions forcées, temporaires ou définitives, ont lieu après des arrestations lors de manifestations politiques⁵⁶, et que de nombreux cas de torture et de mauvais traitements sont signalés⁵⁷.

21. Les auteurs de plusieurs communications soulignent la nécessité d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, de poursuivre et de punir les auteurs de ces violations et d'accorder réparation aux victimes⁵⁸.

22. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent l'état de délabrement des lieux de détention et la surpopulation carcérale, les effets de la COVID-19, le phénomène d'« autoadministration » et les mafias dans les prisons, la violence et les décès (dus à la violence ou à la malnutrition), les massacres perpétrés dans plusieurs établissements et le fait que la plupart des détenus n'ont pas fait l'objet d'une condamnation⁵⁹. Les conditions déplorables auxquelles sont soumises les femmes⁶⁰, les personnes handicapées et les personnes transgenres sont également évoquées⁶¹. L'observatoire vénézuélien des prisons recommande à l'État de veiller au plein respect des normes internationales et d'avoir moins souvent recours à la détention provisoire⁶². *Una Ventana a la Libertad* recommande au Venezuela de donner effet aux recommandations du HCDH et de la CIDH afin d'améliorer les conditions de détention⁶³.

*Administration de la justice, impunité et primauté du droit*⁶⁴

23. Les auteurs de plusieurs communications soulignent le manque d'indépendance du système d'administration de la justice et en particulier du Tribunal suprême de justice, qui a suspendu l'Assemblée nationale, s'est autoattribué, par les arrêts 155 et 156 (2017), des fonctions parlementaires, a révoqué le Procureur général pour avoir refusé de poursuivre des manifestants et s'est immiscé dans les activités des associations du barreau et dans les élections universitaires⁶⁵. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que la stabilité des juges est mise à mal par l'absence de concours publics et par le fait qu'ils peuvent être soumis aux pressions politiques⁶⁶. Des affaires de corruption⁶⁷, de retards intentionnels dans les procédures judiciaires⁶⁸ et des cas d'impunité⁶⁹ sont également signalés. Les auteurs de plusieurs communications soulignent l'importance de la justice de proximité⁷⁰. Ils déplorent que des justiciables, notamment les enfants et les adolescents, aient du mal à accéder à la justice^{71, 72}.

24. Les auteurs de plusieurs communications remettent en cause l'existence d'un état de droit, après la dissolution de l'Assemblée nationale et l'instauration d'une Assemblée nationale constituante dotée de pouvoirs parallèles supranationaux, l'adoption de décrets permanents d'état d'urgence qui permettent de gouverner sans tenir compte de la Constitution, et la concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif, qui a mis le Tribunal suprême de justice en coupes réglées⁷³.

25. Les auteurs de plusieurs communications signalent que les magistrats du parquet ne sont pas indépendants, que le nouveau Procureur général a été nommé par l'Assemblée nationale constituante au mépris de la Constitution, que les évolutions de carrière sont gelées et que la plupart des procureurs ne sont pas titulaires de leur poste⁷⁴.

26. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 recommandent à l'État de promulguer une nouvelle loi fondamentale relative au Tribunal suprême de justice, de garantir la stabilité et l'autonomie des juges, procureurs et avocats commis d'office, et de nommer les juges et les procureurs à l'issue de concours, conformément à la Constitution⁷⁵. L'association *Reforma Justicia* recommande à l'État d'engager une refonte du Tribunal suprême de justice

et des services du procureur, de s'abstenir de traduire des civils devant les tribunaux militaires et de se conformer aux décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme⁷⁶.

27. Les auteurs de la communication conjointe n° 43 déplorent l'absence de garanties effectives permettant aux avocats d'exercer leurs activités et dénoncent les menaces et le harcèlement, les actes d'ingérence, la surveillance et la répression qu'ils subissent de la part du Gouvernement. Ils ajoutent que les avocats n'ont pas la possibilité de préparer correctement la défense de leurs clients. Les auteurs de la communication conjointe n° 43 recommandent aux autorités de s'abstenir de toute action susceptible de constituer une forme de harcèlement, de persécution ou d'ingérence dans les activités des avocats et de prendre des mesures efficaces pour veiller à ce que les menaces, le harcèlement et d'autres infractions fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que leurs auteurs soient poursuivis⁷⁷.

28. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que des civils continuent d'être traduits devant des tribunaux militaires, que les juridictions antiterroristes ne respectent pas les garanties d'une procédure régulière et que les arrêts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ne sont toujours pas appliqués⁷⁸.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 76 dénoncent l'absence d'enquêtes dans les affaires de corruption⁷⁹ et recommandent aux autorités de réformer et d'appliquer la loi relative à la lutte contre la corruption⁸⁰.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique⁸¹

30. Les auteurs de plusieurs communications soulignent l'absence d'informations officielles et le fait que l'accès à l'information soit de plus en plus restreint, en raison de la fermeture des lieux d'information, des violations de la liberté d'expression et de la répression exercée contre la presse, les journalistes et les reporters nationaux et internationaux⁸². Ils remettent en cause l'application, par le Gouvernement, de la loi constitutionnelle relative à la lutte contre la haine et en faveur de la coexistence pacifique et de la tolérance (2017), ainsi que la réglementation de la Commission nationale des télécommunications. Ils soulignent également l'absence de loi sur l'accès à l'information publique⁸³. Les auteurs de plusieurs communications recommandent au Venezuela d'adopter une loi sur l'accès à l'information publique conforme aux normes internationales et d'abroger la loi constitutionnelle relative à la lutte contre la haine et en faveur de la coexistence pacifique et de la tolérance⁸⁴.

31. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que le droit d'association n'est pas respecté, que les manifestations sont criminalisées et réprimées et que les participants aux manifestations publiques contre le Gouvernement sont la cible d'attaques. Ils affirment que dans le discours gouvernemental, les manifestants sont taxés d'ennemis de l'intérieur, de traîtres à la patrie ou de terroristes⁸⁵. Les auteurs de plusieurs communications signalent que des arrestations arbitraires ont eu lieu lors des journées de manifestations⁸⁶.

32. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent les attaques visant les défenseurs des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales⁸⁷. Ces attaques prennent la forme de menaces contre la vie et l'intégrité physique des personnes, d'actes ou de propos stigmatisants, de perquisitions, de détentions arbitraires, de poursuites, de blocage de sites Web ou de mise sous surveillance⁸⁸. Laboratorio de Paz affirme que ces attaques sont fomentées par des responsables gouvernementaux, par ce qu'on appelle le « système populaire de protection pour la paix » et par les plateformes et programmes officiels tels que « Con el Mazo Dando », « Misión Verdad » ou « La Hojilla »⁸⁹. Les auteurs de plusieurs communications recommandent à l'État de cesser tout acte de harcèlement, de répression et de persécution contre les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme⁹⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 préconisent de démanteler les groupes responsables de la répression et des détentions arbitraires⁹¹.

33. Les auteurs de communications signalent également que les décisions administratives 001/2021 et 002/2021, qui créent un registre obligeant les organisations à fournir des informations, sont appliquées et que la loi sur la coopération internationale, qui est très contestée, pourrait être adoptée⁹². Les auteurs de plusieurs communications recommandent d'abroger la décision administrative 002/2021⁹³.

34. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent les persécutions exercées contre des responsables politiques et leurs proches ainsi que les violations des droits politiques et des principes constitutionnels commises lors des six scrutins organisés depuis 2017⁹⁴. Le réseau d'observation électorale de l'association Asamblea de Educación dénonce les restrictions à la libre participation aux élections et à l'observation électorale, la mobilisation des ressources publiques au service de la promotion du vote progouvernemental et la violation du secret du scrutin⁹⁵. L'observatoire global de la communication et de la démocratie recommande aux autorités d'établir des garanties pour qu'un organisme indépendant de contrôle des élections soit désigné, de lever les interdictions de participer aux élections qui frappent les responsables de l'opposition, de mettre à jour et nettoyer les listes électorales, et de revoir le règlement sur l'observation électorale⁹⁶. D'autres auteurs de communications affirment que la participation à la vie politique s'est renforcée⁹⁷.

*Interdiction de toutes les formes d'esclavage*⁹⁸

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 indiquent que le projet de loi général relatif à la traite des personnes ainsi que les politiques et mesures visant à prévenir et empêcher la traite et l'exploitation n'ont pas été adoptés⁹⁹. Ils recommandent d'approuver le projet de loi relatif à la traite des personnes¹⁰⁰.

36. Le centre des droits de l'homme de l'Université catholique du Venezuela constate la présence, dans la zone de développement stratégique national de l'Arc minier de l'Orénoque, de diverses formes d'esclavage moderne, telles que l'exploitation à des fins économiques et sexuelles, bien que des normes visant à prévenir ce type d'exploitation soient en vigueur et que des procureurs compétents aient été nommés¹⁰¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 25 dénoncent la traite des femmes autochtones et des femmes transgenres¹⁰².

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 signalent que des réseaux de traite et de contrebande agissent, par voie terrestre, le long de la frontière sud, ou par voie maritime, sur la côte nord-est des Caraïbes¹⁰³. Les auteurs des communications conjointes n° 25 et n° 27 ajoutent que les personnes disparues ou les adolescents morts par noyade sont peut-être des victimes de réseaux de traite¹⁰⁴. Mulier fournit des informations sur les cas et les victimes de traite et constate une sous-déclaration des données officielles¹⁰⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 25 recommandent de tenir à jour les registres officiels des victimes de la traite des personnes¹⁰⁶.

*Droit au respect de la vie privée et à la vie de famille*¹⁰⁷

38. Les auteurs de la communication conjointe n° 30 condamnent le cadre juridique de collecte des données personnelles, le programme d'identité numérique, les attaques d'hameçonnage financées par l'État et l'absence d'organisme chargé de contrôler le respect de la vie privée¹⁰⁸. Ils font plusieurs recommandations à cet égard¹⁰⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 53 soulignent la nécessité de légiférer sur le mariage entre personnes de même sexe¹¹⁰.

3. Droits économiques, sociaux et culturels

Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

39. Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos observe que, depuis 2015, les travailleurs subissent une baisse continue de leur pouvoir d'achat et une détérioration de leur qualité de vie, le pays se désindustrialise progressivement, les organisations syndicales sont persécutées et des pans entiers de l'administration du travail sont infiltrés par les militaires¹¹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 56 donnent des informations sur le chômage des femmes¹¹².

Droit à la sécurité sociale

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 63 se penchent sur la question du versement des pensions de vieillesse et sur la situation des retraités et pensionnés résidant à l'étranger¹¹³. Les auteurs de la communication conjointe n° 60 remettent en cause l'utilisation du dispositif « Sistema Patria » de gestion des pensions¹¹⁴.

*Droit à un niveau de vie suffisant*¹¹⁵

41. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que la pauvreté et l'extrême pauvreté ont augmenté ces dernières années¹¹⁶. PROVEA recommande aux autorités de republier régulièrement les statistiques sur la pauvreté et de mettre en place des mécanismes de participation sociale aux politiques publiques de lutte contre la pauvreté¹¹⁷.

42. Les auteurs de plusieurs communications saluent le travail effectué par les différentes missions gouvernementales, malgré les mesures unilatérales coercitives¹¹⁸.

43. Les auteurs de plusieurs communications signalent que, au vu de l'urgence humanitaire complexe actuelle, le pays traverse l'une des pires crises alimentaires de la planète, qui plonge des millions de personnes dans une insécurité alimentaire aiguë. Ils indiquent que les comités locaux d'approvisionnement et de production sont une solution au problème, mais que l'information du public est insuffisante et que ces comités se sont politisés¹¹⁹. Les auteurs d'autres communications soulignent l'importance de ces comités, malgré les mesures unilatérales coercitives¹²⁰. Caritas Venezuela recommande d'améliorer et de dépolitiser les programmes officiels de sécurité alimentaire et l'accès aux aliments subventionnés¹²¹. De son côté, le Conseil mondial de la paix affirme que les mesures coercitives unilatérales restreignent considérablement l'accès du Venezuela aux marchés alimentaires internationaux¹²². Les auteurs de la communication conjointe n° 24 recommandent à l'État de coopérer avec le secteur privé et la société civile pour relancer le système alimentaire¹²³.

44. Les auteurs de deux communications mettent en garde contre le déficit en logements au niveau national, en particulier dans les États d'Anzoátegui et de Lara¹²⁴. Le Conseil mondial de la paix souligne que le droit au logement est garanti au Venezuela¹²⁵. Les auteurs de plusieurs communications reconnaissent l'importance du programme de construction de logements « Gran Misión Vivienda Venezuela »¹²⁶.

45. Les auteurs de plusieurs communications soulèvent le problème de l'assainissement et les difficultés liées à l'eau, qui n'est pas toujours disponible et de mauvaise qualité¹²⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 recommandent aux autorités d'assurer un accès permanent et de qualité à l'assainissement, à l'eau potable, aux installations sanitaires, à l'électricité et au gaz domestique¹²⁸.

*Droit à la santé*¹²⁹

46. Les auteurs de plusieurs communications affirment que compte tenu de l'urgence humanitaire complexe et de la pandémie de COVID-19, la situation, s'agissant du droit à la santé, continue de se dégrader¹³⁰. Le système de santé publique s'effondre en raison de la détérioration continue des services, de la désorganisation des institutions, du démantèlement des infrastructures ou des investissements dans des structures parallèles telles que le programme de protection « Barrio Adentro ». En raison de cette situation, des secteurs entiers des services gratuits de santé publique ne sont plus accessibles¹³¹. Dans les hôpitaux publics, la plupart des services ne fonctionnent plus, les infrastructures sont délabrées, les médicaments et les équipements manquent, l'alimentation en eau et en électricité est erratique, le personnel n'est pas assez nombreux et les problèmes d'accessibilité physique et économique sont criants¹³². Les auteurs de plusieurs communications saluent la mise en place d'un cadre de soins de santé primaires et d'un confinement sept jours sur sept qui ont permis de faire face à la pandémie, et dénoncent les effets négatifs que les mesures unilatérales coercitives ont sur le droit à la santé¹³³. Les auteurs des communications conjointes n° 2 et n° 39 recommandent à l'État de veiller à ce que le réseau public des centres de soins dispose des fournitures médicales de base, de la liste des médicaments essentiels établie par l'OMS, d'équipements médicaux, d'un approvisionnement en eau et en électricité ainsi que d'un personnel soignant compétent¹³⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 39 préconisent de promulguer la loi relative au système national de santé publique¹³⁵.

47. Les auteurs de plusieurs communications constatent que pour lutter contre la pandémie de COVID-19, le Gouvernement s'appuie sur des programmes d'exclusion instables et peu transparents, auxquels le personnel de santé, les universitaires et les scientifiques ne sont guère associés. Ils déplorent les problèmes liés aux tests PCR, l'absence d'équipements de protection adaptés aux besoins du personnel soignant, les décès parmi ce

personnel imputables à la pandémie et le harcèlement exercé contre les médecins qui dénoncent la situation des hôpitaux. Le nombre des cas positifs et des décès est probablement supérieur aux chiffres officiels¹³⁶. Le Conseil mondial de la paix souligne quant à lui le faible nombre des victimes de la COVID-19¹³⁷. Les problèmes particuliers que rencontrent les populations autochtones pour accéder aux soins sont également signalés¹³⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 26 recommandent aux autorités de renforcer les systèmes décentralisés de diagnostic et de suivi de la pandémie, de veiller à ce que les agents de santé disposent d'équipements de protection et de rendre public le plan national de vaccination contre la COVID-19¹³⁹.

48. Les auteurs de plusieurs communications soulignent que des personnes atteintes de maladies chroniques¹⁴⁰ telles que l'insuffisance rénale¹⁴¹, l'hémophilie¹⁴², le lymphome¹⁴³, le VIH/sida¹⁴⁴, le cancer¹⁴⁵, notamment, n'ont pas accès aux services de soins et aux traitements. La suspension du programme d'approvisionnement en organes est également une préoccupation majeure¹⁴⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre l'entrée au Venezuela des équipements, des médicaments et des fournitures indispensables à la poursuite du traitement des personnes atteintes de maladies chroniques¹⁴⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 41 préconisent de créer, d'ici la mi-2022, un groupe de travail multipartite et multisectoriel, pour poursuivre l'élaboration d'un plan stratégique national pérenne de lutte contre le VIH¹⁴⁸.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 constatent qu'il y a peu d'informations disponibles sur la situation de la santé mentale¹⁴⁹.

50. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent la détérioration des services de soins et les décès évitables à l'hôpital pour enfants J.M. de los Ríos¹⁵⁰. Ils signalent également que la mortalité maternelle et infantile se dégrade progressivement¹⁵¹, notamment parmi les populations autochtones¹⁵². Le Défenseur du peuple attend de l'État qu'il continue d'assurer l'entretien nécessaire des établissements de santé maternelle et infantile¹⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 recommandent aux autorités de mettre en place les équipements de biosécurité, les conditions d'hygiène et les services médicaux nécessaires dans cet hôpital¹⁵⁴.

51. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que les recommandations relatives à la santé sexuelle et procréative ne sont pas mises en œuvre et que l'avortement n'est pas dépénalisé¹⁵⁵. Ils déplorent également le nombre élevé de grossesses chez les adolescentes, malgré l'adoption du Plan national de prévention et de réduction des grossesses précoces et adolescentes¹⁵⁶, et la pénurie de méthodes contraceptives modernes, même s'ils reconnaissent les efforts déployés par l'État dans le cadre du réseau de soins de proximité¹⁵⁷. L'association vénézuélienne pour une autre éducation sexuelle recommande de mettre en place des services en ligne gratuits d'information et de soins de santé sexuelle et procréative¹⁵⁸. Le centre des études sur les droits sexuels et procréatifs recommande de dépénaliser l'avortement, au moins en cas de viol, d'inceste, de non-viabilité du fœtus et de risque pour la santé ou la vie de la mère¹⁵⁹.

*Droit à l'éducation*¹⁶⁰

52. Les auteurs de plusieurs communications relèvent que l'urgence humanitaire complexe a eu des effets, à tous les niveaux d'enseignement, sur le décrochage scolaire et les déplacements forcés¹⁶¹. Ils expliquent également l'absentéisme par l'absence de services de base tels que l'eau, l'électricité ou l'assainissement dans les écoles publiques¹⁶², le manque d'enseignants qualifiés¹⁶³ ou la violence en milieu scolaire¹⁶⁴. Les auteurs de plusieurs communications constatent que les approvisionnements hebdomadaires au titre du Programme d'alimentation scolaire ont diminué en quantité et en qualité¹⁶⁵. De même, le plan « Cada Familia Una Escuela » de lutte contre la pandémie connaît des problèmes de coordination et de méthode en ce qui concerne l'enseignement à distance¹⁶⁶ et l'absence d'informations publiques actualisées¹⁶⁷. EXCUBITUS recommande aux autorités d'élaborer un plan de rétablissement des infrastructures scolaires et de lancer un plan ambitieux de réintégration des élèves et des enseignants décrocheurs¹⁶⁸.

53. Les auteurs de plusieurs communications constatent que la qualité de l'enseignement primaire et secondaire s'est dégradée¹⁶⁹, que la formation est politisée et caractérisée par l'absence de pensée plurielle¹⁷⁰, que l'éducation aux droits de l'homme ne fait pas partie de l'éducation de base¹⁷¹ et que la gouvernance scolaire est improvisée et inefficace¹⁷². Compromiso Compartido recommande de veiller à ce que le droit à l'éducation soit disponible, accessible, acceptable et adaptable¹⁷³.

54. Les auteurs de plusieurs communications mettent en avant les missions éducatives et l'éducation de proximité, même si les mesures unilatérales coercitives nuisent au droit à l'éducation¹⁷⁴.

55. Les auteurs de plusieurs communications affirment que le Gouvernement mène une politique visant à plonger les universités publiques autonomes dans une situation de déficit budgétaire, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement supérieur, réduit la capacité d'investissement dans les infrastructures, empêche une digne rémunération des professeurs et incite des étudiants à abandonner leurs études¹⁷⁵. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent la violation de l'autonomie des universités¹⁷⁶, l'ingérence du Gouvernement dans les élections universitaires¹⁷⁷, la pénalisation de la pensée critique et scientifique¹⁷⁸, les représailles contre les universitaires qui expriment des opinions critiques, notamment l'association vénézuélienne des recteurs d'université¹⁷⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 et n° 37 recommandent à l'État de cesser toute politique contraire à l'autonomie des universités et d'assurer l'égalité de traitement de tous les établissements¹⁸⁰.

4. Droits de certains groupes ou personnes

*Femmes*¹⁸¹

56. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 dénoncent les stéréotypes négatifs et les attitudes patriarcales que les femmes subissent dans les médias publics et privés, et déplorent l'emploi, dans les médias officiels, de propos sexistes et discriminatoires contre les femmes qui sont en désaccord avec le Gouvernement¹⁸². Les auteurs d'autres communications indiquent que la condition des femmes s'améliore¹⁸³.

57. Les auteurs de plusieurs communications dénoncent les violences verbales, psychologiques, physiques et sexuelles subies par les femmes et qui sont exacerbées par la pandémie de COVID-19¹⁸⁴, ainsi que la difficulté à porter plainte¹⁸⁵. Les auteurs de plusieurs communications évoquent les féminicides¹⁸⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 79 font référence aux campagnes de stérilisation parrainées par l'État et à l'impossibilité d'accéder à un avortement légal et sans risque¹⁸⁷. Mujeres para el Mundo recommande d'appliquer le Protocole type latino-américain pour les enquêtes liées au meurtre sexiste de femmes¹⁸⁸. Mulier recommande d'encourager la prise en charge gratuite et complète des femmes victimes de violences¹⁸⁹.

58. Les auteurs de plusieurs communications signalent que la loi fondamentale relative au droit des femmes à une vie exempte de violence doit être appliquée de manière plus efficace et n'est assortie d'aucun règlement d'application¹⁹⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 53 évoquent la violence intragenre entre femmes lesbiennes¹⁹¹. Les auteurs de plusieurs communications recommandent l'adoption du règlement d'application de cette loi¹⁹² et les auteurs de la communication conjointe n° 39 préconisent l'adoption d'un plan national contre la violence à l'égard des femmes¹⁹³.

59. Le réseau électoral citoyen indique qu'il n'existe aucun régime juridique encadrant la participation des femmes et la parité femmes-hommes, met en lumière le pouvoir discrétionnaire dont jouit le Conseil national électoral et l'absence d'une réglementation visant à lutter contre l'invisibilité des femmes dans les fonctions électives¹⁹⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 recommandent de réformer la loi fondamentale relative aux opérations électorales, de sorte à y intégrer des mécanismes permettant aux femmes d'accéder, dans les mêmes conditions que les hommes, aux fonctions électives¹⁹⁵.

*Enfants*¹⁹⁶

60. Les auteurs de plusieurs communications affirment que la création de certains organismes parallèles a conduit au démantèlement du système complet de protection de l'enfance et qu'il n'existe plus de plan de protection des enfants et adolescents victimes de violences sexuelles ni de programme national d'éducation sexuelle complète¹⁹⁷.

61. Les auteurs de plusieurs communications révèlent que des enfants et des adolescents disent avoir subi des châtements corporels et d'autres formes de châtements humiliants¹⁹⁸. Ils recommandent aux autorités de concevoir et de mettre en œuvre une politique publique de santé mentale axée sur la protection de l'enfance¹⁹⁹.

*Personnes handicapées*²⁰⁰

62. Les auteurs de plusieurs communications déplorent les problèmes d'accès à la communication et à l'information publiques et l'absence de recours systématique à la langue des signes vénézuélienne, ainsi que les problèmes d'accès aux établissements scolaires, aux soins de santé dans les hôpitaux publics, aux transports publics et aux centres de justice²⁰¹. Le Centre d'études du handicap recommande de recourir à des interprètes en langue des signes vénézuélienne et au sous-titrage électronique dans les communications officielles²⁰². Les auteurs de plusieurs communications constatent également que l'État ne fournit pas de statistiques précises²⁰³. L'association Red Ciega affirme que l'État investit massivement en faveur des personnes handicapées dans les domaines de la santé, des technologies de l'information dans le système éducatif, du droit du travail et des espaces publics²⁰⁴. Elle recommande de garantir les quotas de travailleurs handicapés et de veiller à ce que ces travailleurs soient vaccinés contre la COVID-19²⁰⁵.

63. La confédération des sourds du Venezuela dénonce la double discrimination et la violence sexiste que subissent les femmes handicapées²⁰⁶. La Fondation Vanessa Peretti souligne les difficultés liées à l'enregistrement des enfants handicapés à l'état civil²⁰⁷.

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 constatent que dans le cadre du Plan pour la patrie (2019-2025), il n'est pas prévu d'intégrer les personnes handicapées dans le système éducatif²⁰⁸, et considèrent que le projet de loi fondamentale en faveur de la protection des personnes handicapées souffre d'une vision fondée sur l'assistanat médical²⁰⁹.

*Minorités et peuples autochtones*²¹⁰

65. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que les peuples autochtones sont la cible d'attaques en raison des activités minières, de l'absence de concertation, de la suspension de la délimitation de leurs terres et de la destruction des habitats qui menacent leurs moyens de subsistance²¹¹. Ils formulent plusieurs recommandations²¹². Les auteurs de plusieurs communications évoquent les décès d'autochtones dus à l'activité minière et signalent que les incursions de groupes armés illégaux sur les territoires des populations autochtones privent celles-ci de leurs sources habituelles d'alimentation²¹³. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 et le centre de réflexion et d'action sociale ajoutent que l'exploitation de l'Arc minier de l'Orénoque provoque des décès parmi les autochtones et contraint certaines populations autochtones au travail forcé ou à quitter leur région d'origine²¹⁴. La Fondation Projet social fait état des difficultés que rencontrent les populations autochtones pour participer à la vie politique²¹⁵.

*Migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées dans leur propre pays*²¹⁶

66. Les auteurs de plusieurs communications indiquent que face à l'urgence humanitaire complexe, des millions de personnes ont émigré entre 2016 et la mi-2021, ce qui a provoqué une crise migratoire, une restriction de la liberté de mouvement et des violences lors des déplacements. En outre, de nombreux migrants sont victimes de discrimination, de xénophobie et d'exploitation dans les pays de destination²¹⁷. Plusieurs d'entre eux sont revenus au Venezuela, et certains ont été publiquement dénigrés par les autorités²¹⁸. ARGOS indique que plusieurs d'entre eux ont été expulsés ou licenciés, ou ont subi des discriminations et d'autres atteintes dans les pays de destination²¹⁹.

67. Le centre des droits de l'homme de l'Université catholique du Venezuela recommande aux autorités de revoir la loi relative aux étrangers et aux migrants, de sorte à intégrer les catégories découlant de la loi fondamentale sur les réfugiés et les demandeurs d'asile, et à prendre en compte la définition élargie du statut de réfugié figurant dans la Déclaration de Carthagène²²⁰. ARGOS recommande de créer la Commission nationale des migrations prévue par la loi relative aux migrations²²¹.

Notes

- ¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a national human rights institution with "A" status).

Civil society

Individual submissions:

ACRC	Asociación Civil Red Ciega (Venezuela);
ACRJ	Asociación Civil Reforma Judicial (Venezuela);
AcSol	Acción Solidaria (Venezuela);
AHR	Advocates for Human Rights (United States of America);
AI	Amnesty International (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
AGUACLARA	Fundación Aguaclara (Venezuela);
APURE	Comuna Agro-artesanal Indígena Fruto de Burro (Venezuela);
Argos	Observatorio Internacional de Migraciones y Derechos Humanos (Argentina);
AVDDHH	Alerta Venezuela (Venezuela);
AVESA	Asociación Venezolana para una Educación Sexual y Alternativa (Venezuela);
AVH	Asociación Venezolana de Hemofilia (Venezuela);
AVJ	Asociación Venezolana de Juristas (Venezuela);
BOQUERONE	Comuna las 3R de Boquerones (Venezuela);
CADEF	Centro de Acción y Defensa por los Derechos Humanos (Venezuela);
CCT	Consejo Comunal El Renacer de la URB.TURUMO (Venezuela);
CH	Caleidoscopio Humano (Venezuela);
CDH-UCAB	Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (Venezuela);
CPDHUCV	Centro para la Paz y los Derechos Humanos de la Universidad Central de Venezuela (Venezuela);
CDH-UNIMET	Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (Venezuela);
CDJ	Centro para los Defensores y la Justicia (Venezuela);
CECODAP – REDHNNA	Centros Comunitarios de Aprendizaje (CECODAP) Red por los Derechos Humanos de los Niños, Niñas y Adolescentes (REDHNNA);
CEDESEX	Centro de Estudios de Derechos Sexuales y Reproductivos (Venezuela);
CEDISC	Centro de Estudios para la Discapacidad –Universidad Monteavila (Venezuela);
CEPAZ	Centro de Justicia y Paz (Venezuela);
CERLAS	Fundación Centro para la Reflexión a la Acción Social (Venezuela);
CFD	Centro de Formación para la Democracia (Venezuela);
CIPS	Comuna Independencia y Patria Socialista (Venezuela);
CIVILIS	CIVILIS Derechos Humanos (Venezuela);
CJDH	Centro Juvenil de Derechos Humanos (Venezuela);
CoCo	Compromiso Compartido (Venezuela);
CODHEZ	Comisión para los Derechos Humanos del Estado de Zulia (Venezuela);
CONSORVEN	Confederación de Sordos de Venezuela (Venezuela);
CONVIVE	Caracas Mi Convive (Venezuela);
COSTA ORINOCO	Comuna Solicialista Urañon Costa Orinoco (Venezuela);

CV	Caritas Venezuela (Venezuela);
CVG	Comité de Víctimas de la Guarimba por la Verdad y la Justicia (Venezuela);
DA	Defensa Activa (Venezuela);
Dale Letra	Movimiento Ciudadano Dale Letra (Venezuela);
DdP	Defensoría del Pueblo de Venezuela (Venezuela)
ECLJ	European Centre for Law and Justice (France);
ECOSOC	Comuna Agroproductiva “Guaicaipuro Del Sur” (Venezuela);
EL GUAMAL	Comuna Socialista el Guamal Costa Arauca (Venezuela);
EPAC	Espacio Público (Venezuela);
EXCUBITUS	EXCUBITUS Derechos Humanos en Educación A.C. (Venezuela);
EZEQUIEL	Comuna Socialista Ezequiel Zamora (Venezuela);
FASF	Fundación Agua sin Fronteras (Venezuela);
FMPCA	Fundación Movimiento por la Calidad del Agua (Venezuela);
FPS	Fundación Proyecto Social (Venezuela);
FPV	Foro Penal Venezolano (Venezuela);
FUNCAMAMA	Fundación de Lucha contra el Cáncer de Mama (Venezuela);
FUNDALATIN	FUNDALATIN (Venezuela);
FUNDAREDES	FUNDAREDES (Venezuela);
FUNDAVIVIENDA	Fundación venezolana por el derecho a la vivienda (Venezuela);
FUNVAPE	Fundación Vanessa Peretti (Venezuela);
Genero con Clase	Fundación Genero con Clase (Venezuela);
GRUPO SURES	SURES Estudio y Defensa en Derechos Humanos (Venezuela);
GTEMV REDHNNNA	REDHNNNA Venezuela;
HRF	Human Rights Foundation;
HRW	Human Rights Watch (United States of America);
IPYS	Instituto Prensa y Sociedad Venezuela (Venezuela);
KAPE KAPE	Asociación Civil Kape Kape (Venezuela);
JAY	Just Atonement Inc. (United States of America);
JUANA	Comuna Socialista Campesina Juana Gacho (Venezuela);
LdP	Laboratorio de Paz (Venezuela);
LOE	La Otra Escuela (Venezuela);
MAPANI	Madres y Padres por los Niños en Venezuela (Venezuela);
MpM	Mujeres para el Mundo (Venezuela);
MPP	Movimiento de Pobladoras y Pobladores (Venezuela);
MPPPC	Consejo Comunal Santa Rosalía (Venezuela);
Mulier	Mulier (Venezuela);
MUV	Asociación Civil Médicos Unidos de Venezuela (Venezuela);
NGO	Resonalia;
ODP	Observatorio de Derechos de Propiedad (Venezuela);
OEV	Observatorio Electoral Venezolano (Venezuela);
OGCD	Observatorio Global de Comunicación y Democracia (Venezuela);
ORGANIZACIÓN SOCIAL	Consejo comunal José Antonio Sucre (Venezuela);
OVCS	Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (Venezuela);
OVP	Observatorio Venezolano de Prisiones (Venezuela);
OVV	Observatorio Venezolano de Violencia (Venezuela);
PO	Padres Organizados (Venezuela);
PF2021	Prepara Familia (Venezuela);
PROMEDEHUM	PROMEDEHUM (Venezuela);
PROVEA	Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Venezuela);
REC	Red Electoral Ciudadana (Venezuela);
REDHELARA	Catedra de Derechos Humanos de la Universidad Centroccidental Lisandro Alvarado (UCLA) (Venezuela);
ROAE	Red de Observación Electoral de la Asociación Civil Asamblea de Educación (Venezuela);
ROBERT	Comuna socialista campesina Robert Serra (Venezuela);

SAR	Scholars at Risk (United States of America);
SUNACOOMRDA	Cooperativa las Colinas del Mirador (SUNACOOOP) (Venezuela);
UNAF	Unión Afirmativa de Venezuela (Venezuela);
UPFPCHLA	Comuna Socialista Agroecológica de Yurubi (Venezuela);
UPFPCHLCA	Unidad productiva familiar panadería, pastelería, charcutería, lunchería y cafetería “Amacilis” (Venezuela);
UVAL	Una Ventana a la Libertad (Venezuela);
WPC	World Peace Council (Grecia).
<i>Joint submissions:</i>	
JS1	Joint submission 1 submitted by: Acceso a la Justicia; CIVILIS (Venezuela);
JS2	Joint submission 2 submitted by: Acción Solidaria A.C; Codevida A.C (Venezuela);
JS3	Joint submission 3 submitted by: Fundación Agua sin Fronteras; Fundación Agua Clara (Venezuela);
JS4	Joint submission 4 submitted by: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (CDH-UCAB); Centro de Investigación de la Comunicación de la UCAB (CIC-UCAB); Colegio Nacional de Periodistas (CNP); Comité por una Radiotelevisión de Servicio Público; Espacio Público; Expresión Libre; Instituto de Investigaciones de la Comunicación de la UCV (ININCO-UCV); Instituto Prensa y Sociedad Venezuela; Transparencia Venezuela; Un Mundo sin Mordaza. (Venezuela);
JS5	Joint submission 5 submitted by: Amigos Trasplantados de Venezuela (ATV); Coalición de Organizaciones por el Derecho a la Salud y la Vida (CODEVIDA) (Venezuela);
JS6	Joint submission 6 submitted by: Aula Abierta; Alianza Global De Jóvenes Políticos (AGlo Joven Venezuela); Alianza Nacional Todos Por La Educación (TXLE); Asociación Civil Asamblea de Educación (ACAE); Cátedra de Derechos Humanos de la Universidad Centroccidental “Lisandro Alvarado” (UCLA); Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (CDH-UCAB); Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-UNIMET); Centro Para La Paz y Los Derechos Humanos de la Universidad Central de Venezuela (CPDHUCV); Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de La Universidad del Zulia (LUZ); Excubitus Derechos Humanos en Educación; Federación de Centros Universitarios (FCU) de la Universidad de Los Andes (FCU-ULA); FCU de la Universidad Nacional Experimental del Táchira (FCU-UNET); FCU de la Universidad Yacambú (FCU-UNY); Federación de Estudiantes de Derecho de Venezuela (FEDEVE); Federación Nacional de Estudiantes de Derecho (FENEDE); Federación Nacional de Sociedades de Padres y Representantes (FENASOPADRES); Federación Venezolana de Estudiantes de Administración y Contaduría (FEVEAC); Federación Venezolana de Estudiantes de Ciencias Políticas (FEVECIPO); Federación Venezolana de Estudiantes de Medicina (FEVEMED); Frente Estudiantil Nacional de Acción Democrática (FENAD); Gritemos Con Brío (GcB); Observatorio de Derechos Humanos de la ULA (ODH-ULA) (Venezuela);
JS7	Joint submission 7 submitted by: Alianza de Organizaciones de Derechos Humanos del Estado de Anzoátegui; Defensa Activa; Fundación Prodefensa a la Niñez y a la Educación FUNDAPEN; Democracia Emprendedora DEME; Vigilancia Integral del Derecho a la Salud A.C VIDAS (Venezuela);
JS8	Joint submission 8 submitted by: Civilis Derechos Humanos; Laboratorio de Paz; Provea; Gobiernatec; Funcamama; Promedehum; StopVIH; DefensActiva; Centro de Formación para la Democracia; Redhanz; Fundapden; Fundación Agua Sin Fronteras; Cadef; 100% Estrogeno; Agencia Cojedeña de Investigación; Codhez; Médicos Unidos de Venezuela Capítulo Carabobo; Comisión Nacional de Derechos Humanos de la Federación de Colegios de Abogados de Venezuela del estado Apure; Comisión Nacional de Derechos Humanos de la Federación de Colegios de Abogados de Venezuela del estado Táchira; Comisión Nacional de Derechos Humanos de la Federación de Colegios de Abogados de Venezuela del estado Lara; Amigos Trasplantados de Venezuela; Unión Vecinal para la Participación Ciudadana; Asociación Venezolana para la Hemofilia; Defiende Venezuela; Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes; EPIKEIA Derechos Humanos; Cátedra de la Paz y Derechos Humanos Mons. Oscar A. Romero (Universidad de Los Andes); Vicaría de Derechos Humanos de la Arquidiócesis de Barquisimeto; Red de Derechos Humanos del Estado Lara; Fundación de derechos humanos de los llanos – Fundehullan; Centro de

- Animación Juvenil; Codehciu; Fundación Mavid Carabobo; Fundimma; FUNDA-PDEN; FUNDAVA; Mulier; Monitor Social A.C; AVH Nueva Esparta; ORPANAC (Venezuela);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** A.C. Asamblea de Educación; A.C. Padres Organizados de Venezuela; Federación Nacional de Sociedades de Padres y Representantes de Venezuela (Venezuela);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Prepara Familia; Caleidoscopio Humano (Venezuela);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Programa Venezolano de Educación- Acción en Derechos Humanos; Caleidoscopio Humano (Venezuela);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer (CISFEM); Observatorio Venezolano de los DDHH de las Mujeres (OVDHM); Asociación Cauce (CAUCE); Voces Vitales Venezuela (VVV); Asociación de Mujeres por el Bienestar y Asistencia Recíproca (AMBAR); Federación Venezolana de Abogadas (FEVA) (Venezuela);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana; Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello; EXCUBITUS A.C. (Venezuela);
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** Centro Comunitario de Aprendizaje (CECODAP); Red por los Derechos Humanos de los Niños, Niñas y Adolescentes (REDHNN) (Venezuela);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Centro de Estudios para la Discapacidad –Universidad Monteavila; Fundación Vanessa Peretti (Venezuela);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Red de Activistas Ciudadanos por los Derechos Humanos (REDAC); Centro de Justicia y Paz (CEPAZ); Centre for Civil and Political Rights (CCPR) (Venezuela);
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** Aula Abierta; Federación de Asociaciones de Profesores Universitarios de Venezuela (FAPUV); Asociación de Profesores de la Universidad Central de Venezuela (APUCV); Asociación de Profesores de la Universidad del Zulia (APUZ); Asociación de Profesores de la Universidad de Carabobo (APUC); Asociación de Profesores de la Universidad de Los Andes (APULA); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental del Táchira (APUNET); Asociación de Profesores de la Universidad Centroccidental “Lisandro Alvarado” (APUCLA); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental Francisco de Miranda (APUNEFM); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental de los Llanos Occidentales Ezequiel Zamora (APUNELLEZ); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental Politécnica Antonio José de Sucre (UNEXPO); Asociación de Profesores de la Universidad Simón Bolívar (APUSB); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental Sur del Lago (APUNESUR); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental Simón Rodríguez (APUNESR); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental de los Llanos Rómulo Gallegos (APUNELLARG) Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Experimental “Rafael Marial Baralt” (APUNERMB); Asociación de Profesores de la Universidad de Oriente (APUDO); Asociación de Profesores de la Universidad Pedagógica Experimental Libertador (APROUPEL); Asociación de Profesores de la Universidad Experimental de Guayana (APUNEG); Asociación de Profesores de la Universidad Nacional Abierta (APAUNA); El Consejo Nacional de Profesores Universitarios Jubilados y Pensionados de Venezuela (CONAPUJUPEV); Federación de Centros Universitarios de la Universidad Centroccidental “Lisandro Alvarado” (FCU-UCLA); Federación de Centros Universitarios de la Universidad Yacambú (FCU-UNY); Federación de Centros Universitarios de la Universidad de Los Andes (FCU-ULA); Federación de Centros Universitarios de la Universidad Central de Venezuela (FCU UCV); Federación de Centros Universitarios de la Universidad Nacional Experimental del Táchira (FCU-UNET), Federación de Centros Universitarios de la Universidad de Carabobo (FCU-UC) y; Movimiento Estudiantil PROudistas. (Venezuela);
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Clima21- Ambiente y Derechos Humanos; Todos por el Futuro (Venezuela);
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** FundaRedes; Proyecto 860; Gritemos con Brío; FundaSidarta; FundaHemofialia; Fundación Renal del Táchira; Observatorio de Género de Proyecto 860 (Venezuela);

- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** Centro de Animación Juvenil; Observatorio de Violencia-Trujillo; Centro de Acción y Formación Especializada en Derechos Humanos (CAFÉ DDHH) (Venezuela);
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Coalición de Organizaciones por el Derecho a la Salud y la Vida (Codevida), conformada por Acción Solidaria (Acsol), Amigos Trasplantados de Venezuela (ATV), Asociación Venezolana de Hemofilia (AVH), la Fundación que Lucha Contra el Cáncer de Mama (Funcamama) y Prepara Familia (Venezuela);
- JS22 **Joint submission 22 submitted by:** Confederación de Sordos de Venezuela (CONSORVEN); Centros de Estudios para la Discapacidad (CEDISC) (Venezuela);
- JS23 **Joint submission 23 submitted by:** Acceso a la justicia; Acción Solidaria; Observatorio de DDHH de la Universidad de los Andes; Centro de Justicia y Paz (Cepaz); Dale Letra; Hearts on Venezuela; Codhez; Voto joven; Civilis derechos humanos; Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-UNIMET); Observatorio Global de Comunicación y Democracia; Caleidoscopio Humano; Sinergia; Provea; Funcamama; Gobiernatec; FundaRedes; Laboratorio de Paz; Excubitus DDHH; Prepara familia; Unión Afirmativa; Aula Abierta; Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (CDH-UCAB) (Venezuela);
- JS24 **Joint submission 24 submitted by:** Federación Internacional de Derechos Humanos (FIDH); Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (PROVEA) (Venezuela);
- JS25 **Joint submission 25 submitted by:** Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-Unimet), Unión Afirmativa, Transparencia Venezuela, Centro de Justicia y Paz (Cepaz), Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello, la Red por los Derechos Humanos de los Niños, Niñas y Adolescentes (REDHNNNA), el Instituto de Investigaciones Jurídicas de la Universidad Católica Andrés Bello (IIJ-UCAB) y Caleidoscopio Humano, parte del Grupo de Trabajo de Esclavitud Moderna en Venezuela (GTEMV) (Venezuela);
- JS26 **Joint submission 26 submitted by:** Provea – Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos; Codevida – Coalición de Organizaciones por el Derecho a la Salud y la Vida; Acción Solidaria; Amigos Trasplantados de Venezuela (ATV); Funcamama – Fundación de Lucha contra el Cáncer; Asociación Venezolana para la Hemofilia (AVH); Senos Ayuda AC; Prepara Familia; ConviteAC; Acoana; OVS – Observatorio Venezolano de la Salud; MUV - Médicos Unidos de Venezuela Laboratorio de Paz (Venezuela);
- JS27 **Joint submission 27 submitted by:** Red por los Derechos Humanos de los Niños, Niñas y Adolescentes (REDHNNNA); Centro de Educación y Capacitación para la Vida (CECAVID) (Venezuela);
- JS28 **Joint submission 28 submitted by:** SINERGLA- Red venezolana de organizaciones de la sociedad civil; CIVILIS Derechos Humanos (Venezuela);
- JS29 **Joint submission 29 submitted by:** Fundación para la Prevención de la Violencia Contra las Mujeres (FUNDAMUJER); Centro de Justicia y Paz (CEPAZ); Red Naranja; Centre for Civil and Political Rights (CCPR); Red de Activistas Ciudadanos para los Derechos Humanos (REDAC) (Venezuela);
- JS30 **Joint submission 30 submitted by:** Access Now; Espacio Público; Venezuela Inteligente (Venezuela);
- JS31 **Joint submission 31 submitted by:** CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation; Latin American and Caribbean Network for Democracy (REDLAC); Espacio Público (South Africa);
- JS32 **Joint submission 32 submitted by:** Cultural Survival; American Indian Law Clinic of the University of Colorado (United States of America);
- JS33 **Joint submission 33 submitted by:** Law Society of England and Wales; Centro de Justicia y Paz (CEPAZ); Acceso a la Justicia (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS34 **Joint submission 34 submitted by:** The Women’s International Democratic Federation (WIDF); Participación Activa y Social por los Derechos de la Mujer y la Paz (PAS); Red de Mujeres de Vargas (RMV) (El Salvador);
- JS35 **Joint submission 35 submitted by:** Acceso a la Justicia, Acción Solidaria, Centro de Derechos Humanos Universidad Católica Andrés Bello (CDH-UCAB), Centro de Derechos Humanos Universidad Metropolitana (CDH-UNIMET), Centro de Justicia y Paz (Cepaz), Civilis Derechos Humanos,

- PROVEA: Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos (Venezuela), CONVITE, Laboratorio de paz, y Prepara familia.
- JS36 **Joint submission 36 submitted by:** Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes (ODHULA), Defiende Venezuela; Fundación para el Depido Proceso (DPLF) y EPIKEIA Derechos Humanos.
- JS37 **Joint submission 37 submitted by:** EPIKEIA Derechos Humanos; Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes (ODHULA); Centro de Derechos Humanos de la Universidad Central de Venezuela (CDHUCV); Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad del Zulia, Aula Abierta, y El Pitazo.
- JS38 **Joint submission 38 submitted by:** Foro venezolano por el Derecho a la Educación (FOVEDE); Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE); Centro internacional de Investigación Otras Voces en Educación (CII-OVE); Red Global/Glocal por la Calidad Educativa; y Movimiento Magisterial de Base – Venezuela;
- JS39 **Joint submission 39 submitted by:** Alianza con Ellas, Centro para la Justicia y Paz (CEPAZ), Fundación de Lucha Contra el Cáncer de Mama (Funcamama), Prepara Familia, Uniandes Acción Popular, Unión Afirmativa de Venezuela, y Acción Solidaria;
- JS40 **Joint submission 40 submitted by:** Grupo de Trabajo sobre Asuntos Indígenas (GTAI) y Grupo de Trabajo Socioambiental de la Amazonía Wataniba;
- JS41 **Joint submission 41 submitted by:** International Council of AIDS Service Organisations (ICASO), Acción Ciudadana Contra el Sida (ACCSI), Red Venezolana de Gente Positiva (RVG+);
- JS42 **Joint submission 42 submitted by:** IIMA – Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice, VIDES International – International Volunteerism Organization for Women, Education, Development, Oficina de Derechos Humanos del Vicariato Apostolico de Puerto Ayacucho-Amazonas, Venezuela;
- JS43 **Joint submission 43 submitted by:** Lawyers for Lawyers (L4L) (Netherlands) and International Bar Association’s Human Rights Institute (IBAHRI) (United Kingdom).
- JS44 **Joint submission 44 submitted by:** Laboratorio de Paz and Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos Provea;
- JS45 **Joint submission 45 submitted by:** Fundación Vida Jurídica; Casa de la Mujer “Juana Ramírez La Aventadora” and Red Naranja;
- JS46 **Joint submission 46 submitted by:** Asociación Civil Mujeres para el Mundo (Venezuela) y Red Naranja;
- JS47 **Joint submission 47 submitted by:** Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes (ODHULA) (Venezuela); Centro de Derechos Humanos de la Universidad Central de Venezuela (CDHUCV) (Venezuela); Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad del Zulia (Venezuela), Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (CDHUCAB) (Venezuela); Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-UNIMET) (Venezuela), Académicos contra la pobreza (ASAP) Capítulo Venezuela; Aula Abierta, y EPIKEIA Derechos Humanos;
- JS48 **Joint submission 48 submitted by:** Red Electoral Ciudadana, Centro de Justicia y Paz (Cepaz) (Venezuela) and Observatorio Global de Comunicación y Democracia (OGCD);
- JS49 **Joint submission 49 submitted by:** PROMEDEHUM, Fundación Primeros Auxilios Ulandinos (PAULA) and Civilis Derechos Humanos;
- JS50 **Joint submission 50 submitted by:** Red Electoral Ciudadana, Red Electoral Ciudadana (REC), Centro de Justicia y Paz (Cepaz) (Venezuela), Observatorio Global de Comunicación y Democracia (OGCD) and Voto Joven (Venezuela);
- JS51 **Joint submission 51 submitted by:** CECODAP and REDHNNA;
- JS52 **Joint submission 52 submitted by:** DefensActiva and Defensa en Acción;
- JS53 **Joint submission 53 submitted by:** Unión Afirmativa; Red Naranja (Venezuela);
- JS54 **Joint submission 54 submitted by:** Caleidoscopio Humano; Red Naranja (Venezuela);
- JS55 **Joint submission 55 submitted by:** Consejo Nacional de la Sexo Diversidad; Movimiento Sexo Diverso LGBTIQ+ (Venezuela);
- JS56 **Joint submission 56 submitted by:** Mujeres sin Fronteras; Red Naranja (Venezuela);

- JS57 **Joint submission 57 submitted by:** Aula Abierta; Comisión para los Derechos Humanos del Estado Zulia (CODHEZ); Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de los Andes; Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad del Zulia (Venezuela);
- JS58 **Joint submission 58 submitted by:** MonitorDescaVe; A.C. Consorcio Desarrollo y Justicia; Gritemos con Brío; A.C. EmpoderaME (Venezuela);
- JS59 **Joint submission 59 submitted by:** Defiende Venezuela (DV); Un Mundo Sin Mordaza (UMSM) (Venezuela);
- JS60 **Joint submission 60 submitted by:** CONVITE-LARA; Comité de DDHH para la Defensa de Pensionados, Jubilados, Adultos Mayores y Personas con Discapacidad (Venezuela);
- JS61 **Joint submission 61 submitted by:** Fundación de Derechos Humanos de los llanos (FUNDEHULLAN); Red Justicia y Libertad; Observatorio de Derechos Humanos de los Llanos (Venezuela);
- JS62 **Joint submission 62 submitted by:** HumVenezuela, A.C. Médicos Unidos de Venezuela, Acceso a la Justicia, Acción Solidaria, Agua sin fronteras, Amigos Trasplantados de Venezuela, Campo ONG, Capítulo Carabobo de Médicos Unidos de Venezuela, Casa del Nuevo Pueblo, Cátedra de Derechos Humanos de la UCLA, Civilis Derechos Humanos, Clima21 - Ambiente y Derechos Humanos, Coalición de Organizaciones por el Derecho a la Salud y la Vida – Codevida, Convite AC, Defensa Activa, Defiende Venezuela, Centro de Animación Juvenil (CAJ), Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (CDH-UCAB), Centro de Derechos Humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-Unimet), Centro para la Paz – Cepaz, Observatorio Venezolano de la Salud (OVS), Excubitus DHE, Fuerza Ecológica Calabozo (Fecolca), Fundación Aguaclara, Fundación de Lucha Contra el Cáncer de Mama (Funcamama), Fundación Mavid Carabobo, Grupo Interdisciplinario para el abordaje de la Emergencia Humanitaria Compleja en Agua (GIEHC Agua), Comisión para los Derechos Humanos del estado Zulia – Codhez, Comisión para los Derechos Humanos y la Ciudadanía – Codehciu, Confederación de Sordos de Venezuela – Consorven, Fundación para la Alimentación y Nutrición “José María Bengoa”- Fundación Bengoa, Laboratorio de Paz, Madres y Padres por los Niños en Venezuela (Mapani), Movimiento Ciudadano Dale Letra, Mulier, Oficina de DDHH del Vicariato Apostólico de Puerto Ayacucho, Padres Organizados de Venezuela, Prepara Familia, Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Provea), Promedehum, Redhlara, Sinergia, StopVIH, Unión Afirmativa, Unión Vecinal para la Participación Ciudadana (Venezuela);
- JS63 **Joint submission 63 submitted by:** Convite Asociación Civil • Mullier Asociación Civil • Comité de DDHH para la Defensa de Pensionados, Jubilados, Adultos Mayores y Personas con Discapacidad • Promedehum • Defensa en Acción • Defensa Activa • Sinergia Asociación Civil • Programa Venezolano Educación Acción en Derechos Humanos PROVEA • Oportunidad AC • Confederación Sordos de Venezuela CONSORVEN • Fundación Váyalo • Consorcio Desarrollo y Justicia • Asociación Gremial de Pensionados y Jubilados en la República Bolivariana de Venezuela Residentes en Chile PENSIVECH A.G. • Asociación Civil Venezolanos Pensionados y Jubilados en Ecuador ACVEPJ • Asociación de Pensionados y Jubilados Venezolanos en EEUU APJV-EEUU • Asociación de Pensionados y Jubilados de Venezuela en USA ASOPEJUVE-USA • Asociación de Pensionados de Venezuela en Canarias – España ASOPEVEC • Asociación de Pensionados y Jubilados de Venezuela en la comunidad de Madrid – España ASOPEVEJUCMA • Asociación Pensionados Italo-Venezolanos Residentes en Italia APEVEREIT • Asociación de Pensionados y/o Jubilados de la República Bolivariana de Venezuela Residenciados en la República de Panamá APEJUVE • Asociación de Pensionados y Jubilados de Venezuela en Portugal ASOVENPENPORT • Asociación de Pensionados y Jubilados Venezolanos en Uruguay APEJUVENUR (Venezuela);
- JS64 **Joint submission 64 submitted by:** Acceso a la justicia, Acción solidaria, Aula Abierta, Cepaz, Centro de derechos humanos de la Universidad Metropolitana (CDH-UNIMET), Civilis ddhh, Codhez, Dale letra, Excubitus ddhh, Funcamama, Observatorio de derechos humanos de la Universidad de los Andes, Observatorio Global de Comunicación y Democracia, Prepara familia, Provea, Sinergia, Unión Afirmativa, CCPR (Venezuela);
- JS65 **Joint submission 65 submitted by:** Confederación de Sordos de Venezuela (CONSORVEN) and Fundación Vanessa Peretti (FUNVAPE),

- JS66 **Joint submission 66 submitted by:** Centro Gumilla and Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Provea);
- JS67 **Joint submission 67 submitted by:** Organization for Defending Victims of Violence (ODVV) and FUNDALATIN;
- JS68 **Joint submission 68 submitted by:** Comité de Familiares de las Víctimas de los Sucesos de Febrero y Marzo (COFAVIC), Organización Mundial contra la Tortura (OMCT) and Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL);
- JS69 **Joint submission 69 submitted by:** Panamerican and Caribbean Union for Human Rights (USA), Asociación de Empresarios e Industriales Sin Fronteras (Colombia) Asociación de Venezolanos en Paraguay, ASOVEN Chile, BANHO BO IDADANIA DO RECIFE, Caribbean kids and family therapy Organization, Gerluga de Colombia, Unión Venezolana en Perú, VENEX Bonaire, VENEX Curazao, and VeniAruba Solidaria;
- JS70 **Joint submission 70 submitted by:** Fundación de Lucha Contra el Cáncer de Mama (FUNCAMAMA); Fundación Manos Amigas por la Vida - Fundación Mavid, Asociación Civil Casa del Nuevo Pueblo, A.C. Padres Organizados de Venezuela, Asociación Civil Médicos Unidos de Venezuela (MUV) Capitulo Carabobo, Amigos Trasplantados de Venezuela, Colegio de Enfermeras (os) de Carabobo, Sindicato de Educadores Regionales (S.E.R) CARABOBO, Sindicato Venezolano de Maestros de Carabobo (SINVEMACA), Voces Q' Suman, and La Fundación MOVIMIENTO POR LA CALIDAD DEL AGUA;
- JS71 **Joint submission 71 submitted by:** Red de Derechos Humanos del estado Lara (REDHELARA), Médicos Unidos de Venezuela, Capítulo Lara, Fundación Vida Renal Contigo, and Fundación SOS Renales;
- JS72 **Joint submission 72 submitted by:** Red por los Derechos Humanos de Niños, niñas y Adolescentes (REDHNNA), Centro de Educación y Capacitación para la Vida (CECAVID) and Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UCAB (Venezuela);
- JS73 **Joint submission 73 submitted by:** Fundación Reflejos de Venezuela and Iniciativa por los Derechos Sexuales;
- JS74 **Joint Submission 74 Submitted By:** Grupo Social Cesap, Fundación Eugenio Mendoza, Federación De Instituciones Privadas de Atención al Niño, Joven y la Familia, Escuela de Vecinos de Venezuela, Fundación Vivienda Popular, Fundación Tierra Viva, Banco del Libro, Acción Campesina, Asociación de Planificación Familiar Plafam, Universidad Valle Del Momboy, Fundación Contra la Parálisis Infantil, Fundación Universidad Metropolitana, Dividendo Voluntario para la Comunidad, Centro de Divulgación del Conocimiento Económico (Cedice), Fundación Museo de los Niños, Queremos Elegir, Organización Nacional de Trasplante de Venezuela, Acción Solidaria, Niña Madre, Proadopción, Liderazgo y Visión, Uniandes, Centro de Investigación Social (Cisor), Observatorio Venezolano de Prisiones, Opción Venezuela, Asociación Venezolana de Servicios de Salud de Orientación Cristiana (Avesoc), Instituto Venezolano de Estudios Sociales y Políticos (Invesp), Buena Voluntad, Convite, Fundación Ensayos para el Aprendizaje Permanente (Fepap), Educ crédito, Asociación Venezolana para la Hemofilia (Avh), Senosayuda, Unión Vecinal para la Participación Ciudadana, Fundación de Lucha Contra el Cáncer de Mama (Funcamama), Asociación Venezolana de Mujeres (Avm), Instituto Venezolano para el Desarrollo Integral del Niño (Invedin), Fundación Bengoa, Escuela de Ciudadanos, Fundación Aguaclara, Fundación Cooperación Internacional e Integración para el Desarrollo y el Esfuerzo Regional (Ciider), Fundación Reflejos de Venezuela, Instituto Prensa y Sociedad (Ipsy Venezuela), Transparencia Venezuela, Futuro Presente, Stop Vih, Supetarec, Asoviluz, Cepaz, Prepara Familia, Centro de Desarrollo Integral Sucre (Cedisuc), Civilis, Fundación Tierra Blanca, Una Ventana a la Libertad, Acceso a la Justicia, Esda: Entorno Sociedad Desarrollo y Ambiente, Médicos Unidos de Venezuela, Fundación Ayúdate, Asociación Venezolana de Conciertos, Sociedad Anticancerosa de Venezuela, Control Ciudadano, El Paragüero;
- JS75 **Joint submission 75 submitted by:** Confederación de Sordos de Venezuela (CONSORVEN) Centro de Estudios para la Discapacidad de la Universidad Monteávila (CEDISC-UMA) Fundación Vanessa Peretti (FUNVAPE) Sordociegos de Venezuela (SOCIEVEN) Asociación Civil para el Desarrollo de la Educación Complementaria (ASODECO);
- JS76 **Joint submission 76 submitted by:** Transparencia Internacional and Transparencia Venezuela;

JS77	Joint submission 77 submitted by: Sociedad Venezolana de Ecología (SVE) and Organización no gubernamental Un Día Más (UDM);
JS78	Joint submission 78 submitted by: Transparencia Venezuela and Red Naranja;
JS79	Joint submission 79 submitted by: Women's Link Worldwide, Asociación Venezolana para una Educación Sexual Alternativa (AVESA) and Centro de Justicia y Paz (CEPAZ);
JS80	Joint submission 80 submitted by: Observatorio Venezolano de Violencia (OVV), Centros Comunitarios de Aprendizaje (CECODAP) and Red por los.

National human rights institution:

DdP Defensoría del Pueblo de la Republica Bolivariana de Venezuela.

² The following abbreviations are used in UPR documents:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR;
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights;
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR;
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty;
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW;
DAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;
OP-CAT	Optional Protocol to CAT;
CRC	Convention on the Rights of the Child;
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict;
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography;
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure;
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families;
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities;
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD;
ICPPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

³ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.1-133.19, 133.74-133.75, 133.78-133.96, and 133.97-133.100.

⁴ AVDDHH, p.1. See also: AI, p.1; AHR, p.2.

⁵ AVDDHH, p.1; JS68 p. 10. See also: AI, p.1; AHR, p.2; JS33, p.2; JS59, p.11.

⁶ AVDDHH, p.1. See also JS23, p.5; CDH-UCAB, p.2; JS11, p.17; JS69 p. 4.

⁷ ARGOS, p.6.

⁸ JS3, p.5 and JS18, p.10.

⁹ JS2, p.8.

¹⁰ AVDDHH, p.2.

¹¹ AVDDHH, p.4; JS2, p.8. PROMEDEHUM, p.7; JS68 p. 10. See also: AI, p.5; JS30, p.15; JS33, p.2; JS31, p.20; HRF para. 40 c); JS39 para. 84; JS64, pp.3-4; JS61, p.17; JS76 p. 12.

¹² AVDDHH, pp.2 and 4; OVCS, pp.6- 7; JS2, p.8; JS23, p.10.

¹³ JS23, p.10. See also: AI, p.5. JS39 para. 85.

¹⁴ AVDDHH, p.5; OVCS, pp.6-7; LdP, p.2; CDJ, p.8; JS2, p.2; JS8, p.3; JS23, p.9; AI, p.5.

¹⁵ AVDDHH, p.1; JS2, p.8; AI, p.5; JS30, p.15.

¹⁶ JS8, p.3; LdP, p.2.

¹⁷ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.20-133.27, 133.36-133.37, 133.42-133.43, 133.50-133.51, 133.53-133.62, and 133.76-133.77.

¹⁸ AVDDHH, p.3. See also JS13, p.5; CDH-UCAB, p.7.

¹⁹ AVDDHH, p.3 and JS13, p.3; CDH-UCAB, p.7.

²⁰ JS13, pp.3-5. See also AVDDHH, p.3; JS51 para. 11.

²¹ CDH-UCAB, p.7.

²² AVDDHH, p.3. See also JS13, p.5.

²³ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.11-133.113, and 133.263.

- ²⁴ CH, p.4. See also: UNAF, pp.4-6; JS54, p.3; JS53, p.6.
- ²⁵ CH, p.7. JS39 paras. 41-48. See also JS73 p. 6.
- ²⁶ ACSol, p.4.
- ²⁷ EL GUAMAL, p.1; EZEQUIEL, p.2; COSTA ORINOCO, p. 1; APURE, p.2; BOQUERONE, p.2; JUANA, p.2; ROBERT, p.2.
- ²⁸ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.31, 133.32, 133.41, 133.64, and 133.222-133.228.
- ²⁹ Argos, p.3; WPC, p.1; CJDH, p.2; Fundalatin, p.3; JS34, p.5; JS38 paras. 5-7, 45; APURE, pp.1-2; LOE, pp.2-6; MPP, pp.1-2; CCT, p.1; SURES, p. 2; SUNACOPMRDA, p.1; MPPPC, p. 1; UPFPCHLA, pp.2-3; ORGANIZACIÓN SOCIAL, p.4; FUNDAVIVIENDA, p.1; UPFPCHLCA, pp.1-2; CIPS, pp. 7-8; ECOSOC, p.2; BOQUERONE, pp.1-2; Genero con Clase, pp.2-3; Ddp p. 6, JS55, p.3; JS67 p. 3-5; JS74 p. 2.
- ³⁰ WPC, pp.1 and 5; Fundalatin, pp.3-5; AVJ, p.2; CJDH, p.2; JS70 p. 7.
- ³¹ AVJ, p.1.
- ³² Argos, p.3. See also: JS38 paras.12, 33-34, 42-43; JS51 paras. 17-19.
- ³³ PROVEA, pp.2 and 5; JS38 paras. 12, 20-31, 39, and 45; JS41 para. 7; JS64, p.4.
- ³⁴ CV, p.8. See also JS41 para. 24; JS64, pp. 4-5.
- ³⁵ JS64, pp.5-7.
- ³⁶ JS77. Pp. 3-13.
- ³⁷ JS18, pp.3-8, JS32, p.3; JS40 p. 5, 13, 15; AGUACLARA, pp.3-4.
- ³⁸ JS18, pp.3-8.
- ³⁹ JS18, p.9. See also: AGUACLARA, p.6.
- ⁴⁰ JS3, pp.2-4.
- ⁴¹ JAI, p.2.
- ⁴² COCO, p.3.
- ⁴³ CDJ, p.3. See also: AI, p.2.
- ⁴⁴ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.114-133.125.
- ⁴⁵ CONVIVE, p.3; CADEF, p.2; OVV, pp.1-4; OVCS, pp.2-6; JS4, p.2; JS28, p.6; JS1, p.2; JS31, p.16; HRW, pp.2-3; AHR, p.2; JS62, p.3; JS61, p.7; JS63, p.9.
- ⁴⁶ CONVIVE, p.3; FUNDAREDES, p.3; CADEF, pp.2-4; OVP, p.1; OVCS, p.5; JS23, p.5; CDH-UNIMET, pp.2-3; AI, p.2; HRW, p.3; JS32, p.5; HRF para. 18; CODHEZ, p.1-5; JS66 pp. 2-15; JS66 pp. 3 and 11; JS68 pp. 2 and 4.
- ⁴⁷ JS80 paras. 3-41, GTEMV paras.21-35.
- ⁴⁸ CONVIVE, p.4. See also: CADEF, p.8; OVV, p.6; AI, p.5, JS80 para. 31; See also Defensoría del Pueblo p. 35; JS69 p. 9.
- ⁴⁹ DdP p. 3.
- ⁵⁰ JS23, p.9; AI, p.5; HRW, p.7; Dale Letra p. 5; JS66 p. 15. See also: JS61, p.17.
- ⁵¹ CONVIVE, p.3; CADEF, p.2; OVV, pp.1-4; OVCS, pp.2-6; JS4, p.2; JS28, p.6; JS1, p.2; JS31, p.16; HRW, pp.2-3; AHR, p.2; JS68 pp. 5, 10; JS69 p. 8.
- ⁵² FUNDAREDES, p.1.
- ⁵³ JS28, p.6. See also: CDH-UNIMET, p.2; JS66 pp. 5 and 7; JS66 p. 15. See also JS68 p. 10.
- ⁵⁴ LOE, pp.2-6; CIPS, p. 6; CVG, pp.1-2.
- ⁵⁵ CVG, pp.1-6.
- ⁵⁶ FUNDAREDES, p.4; FPV, p.9; AHR, p.4; JS32, p.5. See also: CDH-UNIMET, p.4; HRF para. 11; JS61, p.7; JS66 p. 2.
- ⁵⁷ JS11, pp.3-11; CH, p.3; FUNDAREDES, p.4, FPV, pp.8-9; OVCS, p.5; JS3, p.5; AI, p.2; HRW, p.2; AHR, p.3; HRF para. 23-38; JS61, p.7; JS56, p.3; JS59, p.4; JS66 p. 2; JS68 pp.3-4, p. 12.
- ⁵⁸ JS80 paras. 34; JS59, p.11; JS68 p. 10.
- ⁵⁹ OVP, pp. 1-2; UVAL, pp.1-3; JS11, p.11; AI, p.4; JS59, p.5; Dale Letra p. 5; JS69 p. 7. See also: JS74 p. 7.
- ⁶⁰ UVAL, pp.4-5; JS12, p.7; JS68 p. 6.
- ⁶¹ OVP, p.4.
- ⁶² OVP, p.5. See also: UVAL, p.5; AI, p.6. See also: JS59, p.11.
- ⁶³ UVA, p.5. See also OVP, p.5.
- ⁶⁴ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 para. 113.71, 133.126-133.138, 133.154-133.174.
- ⁶⁵ ACRJ, p.1; CADEF, p.7; CEPAZ, p.4; OVCS, p.3; JS1, pp.3-7; JS23, p.2; JS28, pp.2-6; JS13, p.2; CDH-UNIMET, pp.2 and 5; AI, p.5; HRW, p.4; JS33, pp.3-8; JS31, p.16. GTEMV para. 37; HRF para. 8; HRF para. 40 d); JS 36 paras. 1-3, 14-28; JS39 paras. 4; JS56, pp.4-5; JS59, p.6; JS68 pp. 7-8.
- ⁶⁶ ACRJ, p.1; JS23, p.2. JS 36 para. 2; JS69 p. 6; JS74 p. 8.
- ⁶⁷ ACRJ, p.2; Mulier, p.3; JS24, p.9; JS29, p.1; GTEMV paras. 20, 40 d); JS49 paras. 12 and 33.
- ⁶⁸ OVP, p.4; AVJ, p.3; DA, pp.1-5; JS4, p.2; ACRJ, p.2. See also JS36 paras. 33-42; JS56, p.4.
- ⁶⁹ JS4, p.2; HRW, p.4; AHR, p.5. See also HRF para. 18; JS36 paras. 43-49; JS59, p.7; JS66 pp. 3, 8,

- 12-14; JS68 p. 10; JS69 p. 7; JS76 p. 12.
- 70 ORGANIZACIÓN SOCIAL, p.5; ECOSOC, pp.1-2; CVG, pp.2-3.
- 71 JS29, p.2.
- 72 JS52 paras. 1-27; JS71 p. 3.
- 73 CV, p.1; CEPAZ, p.2; OVCS, p.3; LdP, p.1; JS1, pp.3-6; JS28, pp.2-3; HRW, p.5; JS33, pp. 5-6; CERLAS, p.1; JS64, pp.7-8; Dale Letra pp.2-9; JS68 p. 5. See also: JS73 pp. 4, 7; JS76 p. 8.
- 74 JS1, p.2; JS23, p.2; JS27, p.3. JS 36 paras. 4-13, 14-18; See also: Dale Letra p. 7; JS76 p. 6, 11-13.
- 75 JS1, p.7. See also ACRJ, p.4; JS36 para 50-52.
- 76 ACRJ, p.4. See also JS1, p.7; AI, p.5; AHR, p.5.
- 77 JS43 para. 4, 11-13, 15, and p. 6. See also: JS61, pp.14-15.
- 78 ACRJ, p.2; JS1, pp.3-4.
- 79 JS76 pp. 1-13. See also: JS49 paras. 12 and 33; JS78 p. 5.
- 80 JS76 p. 10.
- 81 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.28-133.30, 133.39-133.40, 133.44-133.46, 133.48-133.49, 133.65-133.66, 133.70, 133.73, 133.97, 133.181-133.218, 133.220, and 133.259.
- 82 EPAC, pp.1-2; IPYS, pp.1-6; JS23, p.4; CEPAZ, pp.2-3; LdP, p.4; JS20, p.8; JS4, pp.1-7; AI, p.3; HRW, p.6; AHR, p.4; JS30, pp.2-5; JS33, p.10; JS31, pp.8-12; JS80 p. 2, para 30; JS39 paras. 9, 87 and 100; JS44 paras. 1-2; JS45 para 1-13; JS61, pp.13 and 15; Dale Letra p. 6; JS74 p. 8; JS75 p. 4; JS76 pp. 1, 10-13; JS79 p. 5.
- 83 EPAC, pp.1-2; IPYS, pp.1-6; JS23, p.4; CEPAZ, pp.2-3; LdP, p.4; JS20, p.8; JS4, pp.1-7; AI, p.3; HRW, p.6; AHR, p.4; JS30, pp.2-5; JS33, p.10; JS31, pp.8-12; JS80 p. 2, para 30; JS39 paras. 9, 87 and 100; JS76 p. 5; JS76 p. 11; JS79 p. 3.
- 84 JS4, p.9, JS76 pp. 2, 11- 12. See also: EPAC, p.4; IPYS, p.7; HRW, p.6; JS31, p.4.
- 85 EPAC, p.4; JS16, p.2; JS23, p.4; JS28, p.6; OVCS, p.2; JS6, pp.4-9; JS20, p.3; AI, p.3; AHR, p.4; JS31, p.11. See also JS48 paras. 28-32; JS61, p.7; JS57, p.7.
- 86 LdP, p.6; FUNDAREDES, p.3; FPV, pp.2-7; OVCS, p.5; JS23, p.4.; JS11, p.6; JS27, p.6; CDH-UNIMET, p.3; AI, p.2; ECLJ, p.1; HRW, p.3; AHR, p.4; JS31, p.8; HRF para. 15; JS61, p.9; JS56, p.3; JS59, p.4; JS66 p.2 and 9; JS68 p. 11.
- 87 CH, pp.5-6; CEPAZ, p.1; AVESA, p.4; CDJ, pp.1-2; LdP, pp.2-3; FUNDAREDES, p.4; OVCS, p.3; PF2021, p.1; CIVILIS, pp.2-3; PROMEDEHUM, pp.2-6; JS8, pp.5-7; JS23, pp.4-6; JS20, pp.3-6; JS3, p.4; JS7, pp.6-7; JS13, p.3; JS29, p.7; JS28, p.7; AI, pp.2-3; JS30, p.2; JS31, pp.5-6; HRF para. 13; JS35 paras. 8-12; JS62, pp.9-10; JS61, p.7. CECODAP-REDHNNA para. 62; Dale Letra p. 7; JS68 p. 8; JS73 pp. 7-8; JS74 p. 9; JS76 pp. 5, 12.
- 88 CEPAZ, p.2; CDJ, p.6; LdP, pp.2-5; FUNDAREDES, p.4; PROMEDEHUM, pp.2-6; JS8, pp.5-7; JS20, p.7; JS28, p.7; AI, p.1; HRW, p.7; JS30, pp.6-9; Dale Letra p.6; JS76 p. 9.
- 89 LdP, p.3. See also JS35 para. 11.
- 90 CIVILIS, p.5; PROMEDEHUM, p.6; LdP, p.7; JS8, p.12; AI, p.5; JS30, p.15; JS35 paras. 4, 10-11 and 31; JS64, p.9. CECODAP-REDHNNA para. 62 ; JS68 pp. 8-10.
- 91 JS8, p.12.
- 92 CEPAZ, p.3; CDJ, pp.5-7; LdP, p.3; CIVILIS, pp.3-4; JS3, p.4; JS28, p.8; CH, p.6; JS30, pp.6-9; JS31, p.4; JS35 para.12; AGUACLARA, p.5; JS68 p. 9. See also: JS73 p. 7; JS76 p. 5.
- 93 LdP, p.6; CIVILIS, p.5; JS31, p.18, JS35 para. 26; AGUACLARA, p.6.
- 94 CEPAZ, p.4; OGCD, pp.1-4; REC, pp.2-5; ROAE, pp.1-4; OEV, pp.1-4; JS1, pp.3-4; JS28, pp.4-5; HRW, p.2; AHR, p.5; JS31, p.15; HRF para. 8; JS64, p.9; JS56, p.4.
- 95 ROAE, pp.1-4.
- 96 OGCD, pp.5-6. See also: ROAE, p.5; JS50 paras.1-24. JS50 paras. 13-24, 33-37.
- 97 CVG, p.2; FPS, pp. 2-3.
- 98 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.151-133.153.
- 99 JS12, p.8.
- 100 JS12, p.9. See also: JS25, p.8.
- 101 CDH-UCAB, pp.3-4. See also: JS27, p.8; Mulier, p.2; JS25, pp.5-7; ECLJ, pp.3-4; JS44 para. 9; JS56, p.6; JS72 p. 8.
- 102 JS25, pp.5-6.
- 103 JS12, p.7. See also JS71 pp. 7-8.
- 104 JS25, p.4 and JS27, p.8. See also Mulier, pp.1-2.
- 105 Mulier, pp.1-2.
- 106 JS25, p.8
- 107 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.175-133.176.
- 108 JS30, pp.9-13. See also: AHR, p.5.
- 109 JS30, pp.13-15.
- 110 JS53, p.4.
- 111 PROVEA, p.3. See also JS38 paras. 21-23, and 48; JS74 pp. 6-7.
- 112 JS56, p.2.

- ¹¹³ JS63, pp.5-7. See also: JS60, p.2.
- ¹¹⁴ JS60, p.4. See also: JS6, p.7.
- ¹¹⁵ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.151-133.153.
- ¹¹⁶ REDHLARA, p.1; Coco, p.2; PROVEA, pp.1-4; JS7, pp. 1-2; JS8, p.3; JS20, p.2; JS22, p.4 and JS24, p.3; JS49 paras. 2-4 AcSol p. 3; JS62, p.2; JS56, p.6.
- ¹¹⁷ PROVEA, p.6.
- ¹¹⁸ LOE, pp.2-6; MPP, pp.1-2; CCT, p.1; SURES, pp. 3-4; JUANA, p.2; MPPPC, p. 1; ORGANIZACIÓN SOCIAL, pp.1-2; FUNDAVIVIENDA, p.2; EL GUAMAL, p.1; CIPS, pp. 7-8; Genero con Clase, pp. 3-5.
- ¹¹⁹ AcSol, p.3; CV, pp.2-3; FUNVAPE, p.6; REDHLARA, p.1; Coco, p.3; ODP, p.2; PROVEA, p.3; JS2, p.5; JS7, p. 3; JS19, p.8; JS20, p.2; JS22, p.4; JS23, p.7; JS24, pp.2-7; AI, p.4; JAI, p.4; HRW, p.5; JS35 para. 3; JS39 paras. 31-82; JS42 paras. 7; 25; JS44 paras. 34-35; MAPANI, pp.2-5; JS62, pp.3-5; JS56, p.7; JS60, p.2; JS71 p. 2; JS74 pp. 3 and 9; JS75 pp. 2, 4; JS78 p. 2; JS79 p. 4.
- ¹²⁰ LOE, pp.2-6; MPPPC, p. 1; CIPS, pp. 7-8; CVG, p.5.
- ¹²¹ CV, p.4.
- ¹²² WPC, p.4.
- ¹²³ JS24, p.10.
- ¹²⁴ REDHLARA, p.2 and JS7, p.2.
- ¹²⁵ WPC, p.4.
- ¹²⁶ MPP, pp.1-2; JUANA, p.2; MPPPC, p. 1; ORGANIZACIÓN SOCIAL, pp.1-2; FUNDAVIVIENDA, p.2; CIPS, pp. 7-8; EL GUAMAL, p.1.
- ¹²⁷ REDHLARA, p.3; CV, p.2; PROVEA, p.4; JS2, p.5; JS7, p. 3; JS24, pp.4-5; AI, p.4; JAI, p.3; HRW, p.6; GTEMV para. 41. JS49 paras. 12-15; AGUACLARA, pp.2-3; FMPCA, pp.2-3; FASF, 2-4; JS62, pp. 5-6; JS56, p.7; JS57, pp.4-5; JS70 pp. 6-7; JS74 pp. 5-6; JS76 p. 4.
- ¹²⁸ JS24, p.10. See also JS49 paras. 12-22, 33; JS57, p.8.
- ¹²⁹ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.234-133.244, 133.245-133.249, and 133.262.
- ¹³⁰ JS2, p.1; JS10, p.3; JS5, p.4; MUV, p.2; PF2021, p.1; JS12, p.5; JS19, p.2; JS22, p.2; AI, p.4; HRW, p.5; GTEMV paras. 3, 39-40. JS39 paras. 1-11; JS49 paras. 1- 32; FUNCAMAMA, pp.2-3; JS62, pp.7-8; JS64, p.3; JS56, p.6; JS53, p.5; JS63, p.7; JS71 p. 25; JS72 p. 4; JS74 p. 4; JS79 pp. 2-4.
- ¹³¹ JS26, p.2; JS2, p.2; JS12, p.5; JS23, p.7; JS5, p.4; JS7, p.5; JS22, p.2. See also JS41 paras. 2-4; JS70 p. 3-6.
- ¹³² JS26, p.3; JS2, pp.3-4; MUV, pp.2-4; JS12, p.5; JS23, p.7; JS7, pp.4-5; JS22, p.7; JS21, pp.2-3; CEDESEX, p.3; JS10, p.8. GTEMV paras.16-20; JS41 paras. 10-11; FUNCAMAMA, p 3; JS62, pp.7-8, JS70 p. 3-6; JS71 pp. 2-5.
- ¹³³ CEDESEX, p.2; WPC, p.5; JS34, pp.5-6; LOE, pp.2-6; CCT, p.1; SURES, pp. 3-4; UPFPCHLA, pp.2-3; UPFPCHLCA, pp.1-2; CIPS, pp. 7-8; ECOSOC, pp.1-2; CVG, p.4; Genero con clase, pp.5-7.
- ¹³⁴ JS2, p.9. See also JS26, p.6; MUV, p.8; JS39 para. 86;
- ¹³⁵ JS39 p. 10.
- ¹³⁶ JS26, pp. 4-5; JS23, p.8; JS5, p.8; JS21, p.11; JS2, p.6; MUV, pp.5-7; JS10, pp.4-8; AI, p.4; JS62, p.8. See also: JS60, p.6; JS70 p. 3-6; JS71 p. 5.
- ¹³⁷ WPC, p.6. See also: JS34, p.6; JS32, p.7.
- ¹³⁸ JS10, p.4; JS26, pp.4-5.
- ¹³⁹ JS26, p.6. See also JS2, p.9; MUV, p.8; AI, p.6. See also JS44 p. 11; JS51 para.29; JS60, p.7; JS70 p. 3-4.
- ¹⁴⁰ JS26, pp. 3-4; JS27, p.1; JS7, p.6; PF2021, pp.2-5; AVH, pp. 2-5; JS2, p.4; JS10, p.5; JS5, p.6; AcSol, pp.1-2; JS22, pp. 3-10; JS21, pp.6-10; JS41 paras. 5-26; JS62, pp.7-8; JS56, p.8.
- ¹⁴¹ JS2, p.4; JS5, pp.3-10; JS21, pp.6-7; JS70 p. 5; JS71 p. 4.
- ¹⁴² JS2, p.4; AVH, pp.2-5; JS21, p.7; JS74 p. 4.
- ¹⁴³ JS21, p.9; JS5, pp.3-10.
- ¹⁴⁴ ACSol, pp.1-3; JS22, p.5; JS21, p.3; JS2, p.4; JS41 paras. 5-26; KAPE KAPE, p.5; UNAF, pp.6-7; JS70 p. 4-5.
- ¹⁴⁵ JS21, pp.8-9; JS2, p.4. JS39 paras. 66-79; FUNCAMAMA, pp.3-5; JS70 p. 4; JS71 p. 4; JS74 p. 4.
- ¹⁴⁶ JS10, p.5; PF2021, p.2; JS5, p.6; JS71 p. 5.
- ¹⁴⁷ JS5, p.11. See also: JS21, p.12; JS26, p.6; PF2021, p.6
- ¹⁴⁸ JS41 para. 21 1). See also: JS56, p.8.
- ¹⁴⁹ JS22, pp.7-12. See also CPDHUCV, p.3
- ¹⁵⁰ JS21, pp.2-5; JS10, pp.3-7; PF2021, pp.1-5; JS2, p.5; GTEMV para. 40. JS39 paras. 53-65.
- ¹⁵¹ AVESA, p.1; JS10, p.4. See also: JS7, p.6; JAI, p.3; HRW, p.5; JS34, p.5; JS32, p.6; JS71 p. 3.
- ¹⁵² JS34, p.5. See also: JS32, p.6.
- ¹⁵³ Ddp p. 5.
- ¹⁵⁴ JS10, p.11.

- 155 AVESA, p.2; JS12, pp.5-6; JS27, pp.4-9; CEDESEX, p.7; AI, p.4; HRW, p.5; GTEMV paras. 46; JS39 para. 83;
- 156 AVESA, pp.2-3; JS27, p.9; CEDESEX, p.3. JS39 para. 18; JS72 pp. 8-9; JS79 p. 3; JS79 p. 3.
- 157 AVESA, p.3; JS12, p.5; JS27, p.4; CEDESEX, p.5; JS56, p.6. See also JS71 p. 4 and JS79 p. 3.
- 158 AVESA, p.5.
- 159 CEDESEX, p.8. See also: JS34, p.5.
- 160 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.219, 133.250-133.253, and 133.260.
- 161 CDH-UCAB, p.5; CH, p.5; CFD, p.2; PO, p.1; CPDHUCV, pp. 6-8; JS9, p.1; JS13, p.1; JS15, p.3; JS19, p.3; JS51 paras. 29-30; JS62, pp.6-7; JS58, pp.1 and 6; JS70 p. 2-3; JS73 p. 4; JS74 p. 4-5; JS78 p. 4.
- 162 CoCo, p.3; EXCUBITUS, p.2; PO, p.2; CFD, pp.4-6; JS7, p.4; JS9, p.1; JS12, p.4; JS13, p.1; JS17, pp. 3 and 8; JS19, p.11; JS32, p.8. JS42 paras. 19, 22.
- 163 JS17, p.8; JS32, p.8.
- 164 JS13, p.1 EXCUBITUS, p.4; JS17, p.9; JS51 paras. 12-13; 27-28; JS53, p.5.
- 165 PO, p.2; EXCUBITUS, p.3; JS12, pp.4-5; JS13, p.1; JS15, p.8; JS19, pp.1-2. See also JS51 paras. 25-26.
- 166 JS9, p.2; EXCUBITUS, p.7; JS13, p.1; CFD, p.5; JS32, p.9; JS58, pp.1-3. See also JS51 para. 29; JS74 p. 5.
- 167 JS9, p.2; JS15, p.3.; JS38 paras. 9-10, and 49.
- 168 EXCUBITUS, p.7.
- 169 EXCUBITUS, pp.3-4; CFD, pp.3-6; PO, p.3; JS15, p.4; GTEMV paras.43-47.
- 170 EXCUBITUS, p.5; PO, p.4; JS15, p.4.
- 171 EXCUBITUS, p.6. See also JS51 paras. 10-11
- 172 EXCUBITUS, p.6 and FUNVAPE, p.5.
- 173 CoCo, p.3.
- 174 MPPC, p.1; UPFPPCHLA, pp.2-3; CIPS, pp. 7-8; ECOSOC, pp.1-2; CVG, pp.4-5.
- 175 CDH-UCAB, p.5; CH, p.5; JS1, p.6; JS6, pp. 1-3 and 6-11; JS13, p.1; JS17, pp. 2-9; SAR, pp.4-5; JS58, p.5; JS70 p. 8.
- 176 CDH-UCAB, p.5; JS1, p.6; JS13, p.2; JS17, p.3; SAR, pp.5-6; JS37 paras. 6-21 a)-i); JS47 paras.1-28.
- 177 JS17, pp.4-6; JS1, p.6; JS6, p.8; JS28, p.6; JS13, p.2.
- 178 CDH-UCAB, p.6; JS13, p.2; SAR, pp.3-4. See also JS47 paras. 8-12, 49-57.
- 179 JS17, p.1-5; JS6, p.4.
- 180 JS17, p.10; JS37 para. g). See also: JS13, p.5; JS6, p.13; SAR, p.7.
- 181 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.52, 133.67, and 133.139-133.146.
- 182 JS12, p.5. See also: JS54, pp.2-3.
- 183 CCT, pp.1-2; FPS, p.3; Genero con Clase, p.2.
- 184 CH, p.2; CONSERVEN, p.3; MpM, p.2; Mulier, pp.2-3; JS29, p.1; AI, p.4; JS32, p.8; Genero con Clase, p.8. See also JS12, p.3; JS45 para. 52; JS56, p.2; JS54, p.2.
- 185 Mulier, p.3 and JS12, pp.3, 6; JS45 paras. 1-13, 25-44, 52, 55; JS46 pp. 3-4, paras. 28; JS52 paras. 1-27; Defensoría del Pueblo p.17.
- 186 CONSERVEN, p.6; MpM, p.2; Mulier, p.2; JS12, p.6; JS27, p.6; JS29, pp 3-5. ; JS45 para.10; JS74 p. 7. See also JS25, p.4.
- 187 JS79 pp. 1-12.
- 188 MpM, p.4. See also: JS54, p.5.
- 189 Mulier, p.4. See also: JS56, p.9; JS53, p.8.
- 190 CONSERVEN, p.3, JS 12, p.6 and JS39 para. 80. See also: JS29, p.3; D.A para 23. JS45 paras 1-13; JS54, p.5.
- 191 JS53, p.5.
- 192 JS12, p.9 and JS45 para. 45, JS46 paras. 29, 34; Genero con Clase, p.9. See also: MpM, p.4; AI, p.8.
- 193 JS39 para. 81.
- 194 REC, pp.2-3. See also: JS12, p.3; JS34, p.3.
- 195 JS12, p.9. See also: REC, p.4; JS34, p.4.
- 196 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.147-133.150, and 133.177-133.178.
- 197 JS27, pp.3-4. GTEMV paras. 6-1, 51-60; See also: JS54, p.4. CECODAP-REDHNNNA para. 2; JS71 p. 3; JS71 pp. 4-5.
- 198 JS14, p.6. See also D.A; CECODAP-REDHNNNA para. 19.
- 199 JS14, pp.2, 6 and 8; GTEMV para. 42. See also: JS51 paras. 14-16;
- 200 For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.261, and 133.264-133.266.
- 201 CEDISC, pp.3-5; CONSERVERN, p.2; FUNVAPE, pp.3-5; JS7, p.4; JS15, pp. 6-11; JS22, pp.7 and 12; JS65 p.4. See also: JS75 p. 4.
- 202 CEDISC, pp.7-8.
- 203 FUNVAPE, p.3; JS22, p.9; JS75 p. 4.

- ²⁰⁴ ACRC, pp.2-4. See also JS51 paras. 23-24.
- ²⁰⁵ ACRC, pp.7-8. See also: JS75 pp.4-13.
- ²⁰⁶ CONSERVEN, pp.2-4.
- ²⁰⁷ FUNVAPE, pp.3-4.
- ²⁰⁸ JS15, p.4.
- ²⁰⁹ JS15, pp.4 and 15. See also: JS34, p.3.
- ²¹⁰ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.267-133.272.
- ²¹¹ JS32, pp.1-5. See also: JS40 pp. 1-5, 9; JS42 paras. 10, 16-,
- ²¹² JS32, p.10. JS42 para. 18; JS44 paras. 3-5, 21, 32, 43;
- ²¹³ CV, p.7 and JS42 para. 17. See also: JAI, p.5; JS44 paras. 10-14, 32;
- ²¹⁴ JS23, p.3. See also: AI, p.4; JS32, pp.3-4; JS44 paras. 7, 10-17; AGUACLARA, p. 4; CERLAS, pp.1-3.
- ²¹⁵ FPS, pp. 3-4; KAPE KAPE, p.2.
- ²¹⁶ For relevant recommendations see A/HRC/34/6 paras. 113.273-133.274.
- ²¹⁷ CDH-UCAB, p.2; PROVEA, p.4; EXCUBITUS, p.4; CH, p.4; FUNVAPE, p.5; JS21, p.3; JS23, p.8; JS27, p.7; AI, p.3; ECLJ, pp.3-4; HRW, p.6. See also: JS5, p.10; JS22, p.6; JS42 paras. 7-9; JS44 para. 39; JS50 paras. 15, 31; KAPE KAPE, pp.2-4; JS62, p.3; JS63, p.9; NGO p. 3; JS74 pp. 2-3.
- ²¹⁸ CDH-UCAB, p.3; CH, p.5; JS11, pp.12-13. JS19, pp.16-18; HRW, p.6. See also: JS70 pp. 5-6.
- ²¹⁹ ARGOS, p.4.
- ²²⁰ CDH-UCAB, p.3. See also: AI, p.5.
- ²²¹ ARGOS, p.6.
-